



Face à la politique de casse de l'Éducation : la CGT Éduc' action et SUD éducation appellent à la grève le 20 novembre !

L'ensemble des réformes en cours porte une conception régressive de l'éducation dont les personnels mesurent les dégâts, notamment depuis cette rentrée, dans les écoles, les établissements secondaires et l'université.

Le 19 octobre, 80 000 personnes venues de toutes les régions ont exprimé leur inquiétude dans les rues de Paris. Derrière un affichage d'équité, ces mesures accélèrent encore le désengagement de l'État du service public d'éducation.

Cette politique va détériorer, profondément et durablement, notre système éducatif. Elle contient tous les ingrédients pour que se renforce une école à deux vitesses dans une société minée par les injustices et les inégalités.

Ainsi, le projet de loi de finances 2009 prévoit 13 500 postes de moins dans l'Éducation nationale. Ce budget s'inscrit dans la continuité de la politique de réduction de moyens menée depuis plusieurs années dans l'ensemble de la fonction publique.

D'ici 2011, c'est 90 000 emplois qui seront encore supprimés avec les réformes structurelles en cours : généralisation du bac professionnel en 3 ans au lieu de 4 ans, mastérisation de la formation enseignante et suppression des IUFM, réforme du lycée.

Cela représente plus de 10 % des effectifs actuels, auxquels il faut ajouter des dizaines de milliers d'emplois de personnels éducatifs.

Dans le primaire et en maternelle, notamment, 6 000 postes seront supprimés à la rentrée 2009, alors que 16 000 élèves supplémentaires sont attendus.

De même, l'annonce du transfert, en 2009, de 3 000 maîtres spécialisés sur les 9 000 exerçant dans les réseaux d'aide spécialisés pour les élèves en difficulté (RASED) dans des classes ordinaires signe la disparition de l'enseignement spécialisé et par là même de la lutte contre l'échec scolaire.

Les lycées et les collèges continueront d'être fortement touchés, notamment avec la généralisation des fusions administratives et la multiplication des postes à service partagé.

Ces choix, économiques et idéologiques, représentent une rupture avec la conception démocratique et républicaine de l'école.

Ils mettront le service public dans l'incapacité de remplir ses missions et accéléreront la mise en place d'un système concurrentiel.

Les réformes engagées conduiront à une dégradation sans précédent des conditions d'étude pour les élèves et de travail pour les personnels.

Face à des attaques qui concernent tous les secteurs du système éducatif et tous les personnels c'est, tous ensemble, que nous devons répondre :

- Pour refuser la gestion de la pénurie et la régression de notre système éducatif,
- Pour exiger des moyens et des conditions de travail permettant aux personnels de mettre tous les élèves en situation de réussite et d'éradiquer l'échec scolaire,
- Pour demander un autre projet d'école.

**Nous appelons l'ensemble des personnels de l'Éducation nationale
à décider la grève et à manifester
le jeudi 20 novembre 2008**

le 07 novembre 2008